

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 898

[2006/200729]

**9 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon applicables à la matière des aides à l'investissement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-Business dans les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 3;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment l'article 15;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment l'article 19;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-Business, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 5 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 5, 6, 7, 11, 12, 15, 16, 17, 20, 23, 25, 27, 30, 32, 34, 37 et 39;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, notamment les articles 5, 10, 11 et 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juin 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 39.562/2, donné le 10 janvier 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, alinéa 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-Business, est remplacé par la disposition suivante :

« 7° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation. »

**Art. 2.** L'article 2, alinéa 2, 8°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises ayant recours aux services d'un Rentic, est remplacé par la disposition suivante :

« 8° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation. »

**Art. 3.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 est complété par la disposition suivante :

« 2° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise assure un minimum de 25 % du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'une intervention publique ayant un caractère d'aide au sens de l'article 87, § 1<sup>er</sup>, du traité instituant la Communauté européenne, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation; ».

**Art. 4.** L'article 8 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas où le Ministre estime que l'administration peut obtenir directement auprès des sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande, l'entreprise est dispensée de les transmettre à l'administration. »

**Art. 5.** A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise respecte la condition visée à l'article 15 du décret, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation; »;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise assure un minimum de 25 % du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'une intervention publique ayant un caractère d'aide au sens de l'article 87, § 1<sup>er</sup>, du traité instituant la Communauté européenne, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation; ».

**Art. 6.** A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, 3°, les mots "visée à l'article 4, 18°" sont remplacés par les mots "liée à la transformation ou la commercialisation des produits énumérés à l'annexe I<sup>re</sup> du traité instituant la communauté européenne";

2° dans le § 2, 2°, g), les mots "à 60.30" sont remplacés par les mots "à 63.40".

**Art. 7.** Dans l'article 7, § 5, 2°, du même arrêté, les mots "à 60.23" sont remplacés par les mots "à 62.30".

**Art. 8.** L'article 11 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas où le Ministre estime que l'administration peut obtenir directement auprès des sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande, l'entreprise est dispensée de les transmettre à l'administration. »

**Art. 9.** Dans l'article 12, alinéas 2, 3, 4, et 5, du même arrêté, les mots "ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi" sont insérés entre les mots "lettre recommandée" et les mots "à l'entreprise".

**Art. 10.** Dans l'article 15 du même arrêté, les mots "Celle-ci est notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration." sont remplacés par les mots "S'il s'agit d'une décision de refus, l'administration la notifie à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 11.** Dans l'article 16 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots "par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi" sont insérés entre les mots "à l'entreprise" et les mots "en lui enjoignant";

2° dans l'alinéa 3, les mots "à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi." sont insérés entre les mots "par l'administration" et les mots "Sous réserve de".

**Art. 12.** Dans l'article 17 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots "ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi" sont insérés entre les mots "lettre recommandée" et les mots "en lui enjoignant";

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots "par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration" sont remplacés par les mots "par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi.";

3° dans le § 2, alinéa 2, les mots "par lettre recommandée à l'entreprise" sont remplacés par les mots "à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi";

4° dans le § 2, alinéa 3, les mots "par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration" sont remplacés par les mots "par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 13.** A l'article 20 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé par l'alinéa suivant :

« 1° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise respecte les conditions visées à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret telles que précisées à l'article 3, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation; »

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est remplacé par l'alinéa suivant :

« 3° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales et sociales, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation. »

**Art. 14.** Dans l'article 23 du même arrêté, les mots "Celle-ci est notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'administration." sont remplacés par les mots "S'il s'agit d'une décision de refus, l'administration la notifie à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 15.** Dans l'article 25, 2<sup>e</sup> alinéa du même arrêté, les mots "notifiée à l'entreprise par l'administration" sont remplacés par les mots "notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 16.** L'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« 3° un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise est en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales et sociales, l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation. »

**Art. 17.** L'article 30 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30. Dans les quatre mois de la délivrance de l'accusé de réception, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la prime à la qualité. S'il s'agit d'une décision de refus, l'administration la notifie à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. »

**Art. 18.** L'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Ministre ou le fonctionnaire délégué procède, pour les motifs visés à l'article 20 du décret ou en cas de non respect des conditions visées à l'article 27, au retrait de la décision d'octroi de la prime à la qualité, notifié par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi. Sous réserve de l'application de l'article 33, l'administration récupère la prime à la qualité par toutes voies de droit. »

**Art. 19.** Dans l'article 34 du même arrêté, le 3<sup>o</sup> est supprimé.

**Art. 20.** Dans l'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "lettre recommandée à l'entreprise" sont remplacés par les mots "à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 21.** Dans l'article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi" sont insérés entre le mot "notifié" et les mots "à l'entreprise".

**Art. 22.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> un document dans lequel le responsable de l'entreprise déclare sur l'honneur que l'entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité ainsi que vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou s'engager à se mettre en règle selon les modalités et délais déterminés par l'administration compétente; l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation; ».

**Art. 23.** L'article 10 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas où le Ministre estime que l'administration peut obtenir directement auprès des sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande, l'entreprise est dispensée de les transmettre à l'administration. »

**Art. 24.** Dans l'article 11, alinéas 2, 3, 4, et 5 du même arrêté, les mots "ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi" sont insérés entre les mots "lettre recommandée" et les mots "à l'entreprise".

**Art. 25.** Dans l'article 15, alinéa 4, du même arrêté, les mots "par lettre recommandée à l'entreprise" sont remplacés par les mots "par l'administration à l'entreprise par lettre recommandée ou par toute modalité conférant date certaine à l'envoi."

**Art. 26.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 27.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 février 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
J.-C. MARCOURT

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 898

[2006/200729]

#### 9. FEBRUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener auf den Bereich der Investitionsbeihilfen anwendbaren Erlasse der Wallonischen Regierung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 2002 über die Gewährung einer Prämie für die Einführung des E-Business in die Klein- und Mittelbetriebe, insbesondere des Artikels 3<sup>o</sup>;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere des Artikels 15<sup>o</sup>;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere des Artikels 19<sup>o</sup>;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere Art. 5 und 8;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere Art. 5, 6, 7, 11, 12, 15, 16, 17, 20, 23, 25, 27, 30, 32, 34, 37 und 39;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, insbesondere der Artikel 5, 10, 11 und 15;

Aufgrund des am 3. Juni 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Juni 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. Januar 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 39.562/2;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten und des Ministers der Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 Absatz 2 7° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die eine E-Business-Webseite einrichten, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«7° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften in Sachen Steuern, Sozialwesen und Umwelt genügt, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

**Art. 2** - Artikel 2, Absatz 2 8° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 2002 bezüglich der Gewährung einer Prämie an die Unternehmen, die auf die Dienstleistungen eines Rentic zurückgreifen, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«8° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften in Sachen Steuern, Sozialwesen und Umwelt genügt, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

**Art. 3** - Artikel 5, Absatz 1 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005, wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«2° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass mindestens 25% der Finanzierung des Investitionsprogramms durch das Unternehmen geleistet werden, dies ohne jegliche öffentliche Beteiligung zu erhalten, die im Sinne von Artikel 87 § 1 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft als Beihilfe gelten könnte, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

**Art. 4** - Artikel 8 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Falls der Minister der Meinung ist, dass die Verwaltung die für die Überprüfung des Antrags notwendigen Angaben bei den ursprünglichen Quellen direkt erhalten kann, wird der Betrieb davon befreit, sie der Verwaltung zu übermitteln.»

**Art. 5** - In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb der in Artikel 15 des Dekrets erwähnten Bedingung genügt, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

2° Absatz 1 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass mindestens 25% der Finanzierung des Investitionsprogramms durch das Unternehmen geleistet werden, dies ohne jegliche öffentliche Beteiligung zu erhalten, die im Sinne von Artikel 87 § 1 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft als Beihilfe gelten könnte, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

**Art. 6** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, 3° wird der Wortlaut "in Art. 4, 18° erwähnt ist" durch den Wortlaut "mit der Verarbeitung oder der Vermarktung der in der Anlage I zum Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft erwähnten Produkte verbunden ist".

2° in § 2, 2°, g) wird der Wortlaut "bis 60.30" durch den Wortlaut "bis 63.40" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 7 § 5 2° desselben Erlasses wird der Wortlaut "bis 60.23" durch den Wortlaut "bis 62.30" ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 11 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Falls der Minister der Meinung ist, dass die Verwaltung die für die Überprüfung des Antrags notwendigen Angaben bei den ursprünglichen Quellen direkt erhalten kann, wird der Betrieb davon befreit, sie der Verwaltung zu übermitteln.»

**Art. 9** - In Artikel 12 Absätze 2, 3, 4 und 5 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen das Wort "Einschreiben" und das Wort "mit" eingefügt.

**Art. 10** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit." durch den Wortlaut "Handelt es sich um eine Weigerungsentscheidung, so teilt die Verwaltung sie dem Betrieb per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel mit." ersetzt.

**Art. 11** - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird der Wortlaut "per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen die Wörter "diesen Beschluss" und "zu" eingefügt;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "die Verwaltung stellt diesen Beschluss zu" durch den Wortlaut "die Verwaltung stellt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel zu" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1, Absatz 2 wird der Wortlaut "per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen die Wörter "diesen Beschluss" und "zu" eingefügt;

2° in § 1, Absatz 3 wird der Wortlaut "oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen die Wörter "per Einschreiben" und "zu" eingefügt;

3° in § 2, Absatz 2 wird der Wortlaut "oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen die Wörter "per Einschreiben" und "zu" eingefügt;

4° in § 2°, Absatz 3 wird der Wortlaut "oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen die Wörter "per Einschreiben" und "zu" eingefügt.

**Art. 13** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 1° wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«1° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den in Artikel 3 §§ 1 und 2 des Dekrets erwähnten Bedingungen genügt, so wie sie in Artikel 3 bestimmt sind, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

2° Absatz 1 3° wird durch den nächsten Absatz ersetzt:

«3° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften in Sachen Steuern und Sozialwesen genügt, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

**Art. 14** - In Artikel 23 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Handelt es sich um eine Weigerungsentscheidung, so stellt die Verwaltung dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben oder durch jedes Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird."

**Art. 15** - In Artikel 25 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der von der Verwaltung mitgeteilt worden war" durch den Wortlaut "der dem Betrieb von der Verwaltung per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel mitgeteilt worden war" ersetzt.

**Art. 16** - Artikel 27, Absatz 1 3° desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«3° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften in Sachen Steuern und Sozialwesen genügt, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird.»

**Art. 17** - Artikel 30 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 30 - Innerhalb von vier Monaten nach der Ausstellung der Empfangsbestätigung fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Gewährung oder Ablehnung der Qualitätsprämie. Handelt es sich um eine Weigerungsentscheidung, so stellt die Verwaltung dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben oder durch jedes Mittel zu, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird.»

**Art. 18** - Artikel 32 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Aus den in Artikel 20 des Dekrets erwähnten Gründen oder im Falle der Nichtbeachtung der in Artikel 27 erwähnten Bedingungen, zieht der Minister oder der beauftragte Beamte den von der Verwaltung mitgeteilten Beschluss zur Gewährung der Qualitätsprämie zurück, wobei der Entzug dem Betrieb von der Verwaltung per Einschreiben oder durch jedes Mittel, durch welches dieser Zustellung ein sicher feststehendes Datum gegeben wird, mitgeteilt wird. Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 33, fordert die Verwaltung die Qualitätsprämie durch jeglichen Rechtsweg zurück.»

**Art. 19** - In Artikel 34 desselben Erlasses wird Punkt 3° gestrichen.

**Art. 20** - In Artikel 37 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben" durch den Wortlaut "dem Betrieb den Beschluss per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 39, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "den die Verwaltung dem Betrieb zugestellt hatte" durch den Wortlaut "den die Verwaltung dem Betrieb per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel zugestellt hatte" ersetzt.

**Art. 22** - Artikel 5 Absatz 1 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° ein Dokument, in dem der Betriebsverantwortliche auf Ehrenwort erklärt, dass der Betrieb den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Tätigkeit regeln, und den gesetzlichen Bestimmungen und Regelungen in Sachen Steuern, Sozialwesen und Umwelt genügt, oder in dem er sich verpflichtet, den Auflagen gemäß den durch die zuständige Verwaltung bestimmten Modalitäten und Fristen nachzukommen, wobei der Betrieb gegebenenfalls durch die Verwaltung aufgefordert werden kann, die notwendigen Dokumente und Beweise vorzulegen, wenn die Akte gemäß der Regelung für zulässig anerkannt wird;».

**Art. 23** - Artikel 10 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Falls der Minister der Meinung ist, dass die Verwaltung die für die Überprüfung des Antrags notwendigen Angaben bei den ursprünglichen Quellen direkt erhalten kann, wird der Betrieb davon befreit, sie der Verwaltung zu übermitteln.»

**Art. 24** - In Artikel 11 Absätze 2, 3, 4 und 5 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel" zwischen das Wort "Einschreiben" und das Wort "mit" eingefügt.

**Art. 25** - In Artikel 15 Absatz 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "die dem Betrieb per Einschreiben zugestellt wird" durch den Wortlaut "die dem Betrieb durch die Verwaltung per Einschreiben oder durch jedes der Zustellung ein sicheres Datum gebende Mittel zugestellt wird" ersetzt.

**Art. 26** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 27** - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Februar 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 898

[2006/200729]

#### 9 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene besluiten van de Waalse Regering geldend inzake investeringssteun

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-Business in de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het besluit van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-Business openen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een beroep doen op een Rentic, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikelen 5 en 8;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikelen 5, 6, 7, 11, 12, 15, 16, 17, 20, 23, 25, 27, 30, 32, 34, 37 en 39;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, inzonderheid op artikelen 5, 10, 11 en 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juni 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 39.562/2, gegeven op 10 januari 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2, lid 2, 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-Business openen, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 7° een document waarin de verantwoordelijke op erewoord verklaart dat de onderneming in orde is met de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend. »

**Art. 2.** Artikel 2, lid 2, 8°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een beroep doen op een Rentic, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 8° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming in orde is met de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend. »

**Art. 3.** Artikel 5, lid 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse regering van 29 september 2005, wordt aangevuld met volgende bepaling :

« 2° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming een minimum van 25 % van de financiering van het investeringsprogramma op zich neemt zonder het voorwerp uit te maken van een overheidstegegemoetkoming met het karakter van steun in de zin van artikel 87, § 1, van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend; ».

**Art. 4.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de Minister van mening is dat het bestuur de gegevens die noodzakelijk zijn voor de behandeling van de aanvraag rechtstreeks bij de authentieke bronnen kan krijgen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan het bestuur over te maken. »

**Art. 5.** Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 1, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming de voorwaarde bedoeld in artikel 15 van het decreet naleeft waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend; »;

2° lid 1, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming een minimum van 25 % van de financiering van het investeringsprogramma op zich neemt zonder het voorwerp uit te maken van een overheidstegegemoetkoming met het karakter van steun in de zin van artikel 87, § 1, van het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend; ».

**Art. 6.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, 3°, worden de woorden "bedoeld in artikel 4, 18°" vervangen door de woorden "verbonden aan de verwerking of de verhandeling van de producten vernoemd in bijlage I bij het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap";

in § 2, 2°, g) worden de woorden "tot en met 60.30" vervangen door de woorden "tot en met 63.40".

**Art. 7.** In artikel 7, § 5, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "tot en met 60.23" vervangen door de woorden "tot en met 62.30".

**Art. 8.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de minister van mening is dat het bestuur de gegevens die noodzakelijk zijn voor de behandeling van de aanvraag rechtstreeks bij de authentieke bronnen kan krijgen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan het bestuur over te maken. »

**Art. 9.** In artikel 12, leden 2, 3, 4 en 5, van hetzelfde besluit worden de woorden "of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" ingevoegd na de woorden "aangetekend schrijven".

**Art. 10.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "Daarvan wordt aan de onderneming door het bestuur kennis gegeven bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "Indien het een weigeringsbeslissing betreft, wordt daar door het bestuur van aan de onderneming kennis gegeven bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend."

**Art. 11.** Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 2 worden de woorden "bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" ingevoegd tussen de woorden "aan de onderneming" en "waarbij het haar gelast";

2° in lid 3 worden de woorden ", bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend." ingevoegd tussen de woorden "in" en "Behoudens".

**Art. 12.** Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, lid 2, worden de woorden "of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" ingevoegd tussen de woorden "bij aangetekend schrijven" en "waarbij het haar gelast";

2° in § 1, lid 3, worden de woorden "bij aangetekend schrijven van het bestuur aan de onderneming" ingevoegd tussen de woorden "in" en "Behoudens";

3° in § 2, lid 2, worden de woorden "bij aangetekend schrijven aan de onderneming" vervangen door de woorden "aan de onderneming bij aangetekend schrijven of op enige wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend";

4° in § 2, lid 3, worden de woorden "bij aangetekend schrijven aan de onderneming" vervangen door de woorden "aan de onderneming bij aangetekend schrijven of op enige wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend".

**Art. 13.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 1, 1°, wordt vervangen door volgend lid :

« 1° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming de voorwaarden bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, van het decreet naleeft, zoals nader aangegeven in artikel 3, waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend; »;

2° lid 1, 3°, wordt vervangen door volgend lid :

« 3° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming in orde is met de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend. »

**Art. 14.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "Daarvan wordt door het bestuur aan de onderneming per aangetekend schrijven kennis gegeven." vervangen door de woorden "Indien het een weigeringsbeslissing betreft, wordt daar door het bestuur van aan de onderneming kennis gegeven bij aangetekend schrijven of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend."

**Art. 15.** In artikel 25, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij aangetekend schrijven van het bestuur aan de onderneming" ingevoegd tussen de woorden "in" en "Behoudens".

**Art. 16.** Artikel 27, lid 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« 3° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming in orde is met de fiscale en sociale milieuwet- en -regelgeving waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend. »

**Art. 17.** Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Art. 30. Binnen vier maanden na afgifte van het ontvangstbewijs treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot toekenning of tot weigering van de kwaliteitspremie. Indien het een weigeringsbeslissing betreft, geeft het bestuur aan de onderneming kennis ervan per aangetekend schrijven of op enige wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending verleend wordt. »

**Art. 18.** Artikel 32, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« De Minister of de gemachtigd ambtenaar trekt om redenen bedoeld in artikel 20 van het decreet of bij niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 27 de beslissing tot toekenning van de kwaliteitspremie in, waarvan door het bestuur aan de onderneming kennis wordt gegeven bij aangetekend schrijven of op enige wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend. Behoudens toepassing van artikel 33 vordert het bestuur via alle rechtsmiddelen de kwaliteitspremie terug. »

**Art. 19.** In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt 3° geschrapt.

**Art. 20.** In artikel 37, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij aangetekend schrijven aan de onderneming" vervangen door de woorden "aan de onderneming bij aangetekend schrijven of op enige wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend."

**Art. 21.** In artikel 39, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" ingevoegd na de woorden "aangetekend schrijven".

**Art. 22.** Artikel 5, lid 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° een document waarin de verantwoordelijke van de onderneming op erewoord verklaart dat de onderneming in orde is met de wetsbepalingen tot regeling van de uitoefening van zijn activiteit, en met de fiscale, sociale en milieuwet- en -regelgeving of dat hij zich ertoe verbindt ze na te zullen leven op de wijze en in de termijn bepaald door het bevoegde bestuur, waarbij de onderneming, in voorkomend geval, verzocht kan worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend; ».

**Art. 23.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de Minister van mening is dat het bestuur de gegevens die noodzakelijk zijn voor de behandeling van de aanvraag rechtstreeks bij de authentieke bronnen kan krijgen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan het bestuur over te maken. »

**Art. 24.** In artikel 11, leden 2, 3, 4 en 5, van hetzelfde besluit worden de woorden "of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" ingevoegd na de woorden "aangetekend schrijven".

**Art. 25.** In artikel 15, lid 4, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij aangetekend schrijven aan de onderneming" vervangen door de woorden "aan de onderneming bij aangetekend schrijven of op enige wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend."

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 27.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 februari 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT